

GUERRE FROIDE CULTURELLE

## EHESS : les sciences sociales françaises sous perfusion de la CIA



Dès le début de la Guerre froide, la CIA s'est préoccupée de prendre le contrôle de l'enseignement des sciences sociales en France pour le soustraire à l'influence des communistes. S'appuyant sur le physicien Pierre Auger, alors directeur de l'enseignement supérieur, l'Agence pilota la création d'une nouvelle section à l'École pratique des hautes études, en marge du CNRS. Puis, elle finança de nouveaux locaux, la Maison des sciences de l'homme, et parvint, en 1975, à en faire l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), présidée par l'historien anti-communiste François Furet.

page 2

### Justifier l'injustice en Irak

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

John C. Loo explique qu'il ne faut pas être choqué par les mémos du département de la Justice sur la torture. Ils ne s'agitrait que d'analyses juridiques, pas de soutien à une politique. De son côté, Alan M. Dershowitz se montre favorable à une limitation des chefs d'accusation portés contre Saddam Hussein pour écarter tout ce qui pourrait être comparé aux crimes de la Coalition.

page 8

REPÈRE : 6 JUILLET 1989

### Qui a fait taire Craig Spence ?

Le 29 juin 1989, le journal ultra conservateur *Washington Times* (propriété du révérend Moon) publie un article fracassant révélant une enquête du FBI en cours visant à démanteler un réseau de prostitution homosexuelle à Washington. Parmi les personnes impliquées dans cette affaire - outre des hauts fonctionnaires, des assistants parlementaires et des hommes d'affaires proches des cercles du pouvoir - figurent des membres importants de l'ancienne Administration Reagan. Toujours selon l'article, un ami personnel des Bush, le lobbyiste Craig J. Spence, copain de beuverie de Bush junior, aurait organisé des bacchanales à la Maison-Blanche avec visites privées nocturnes pour les jeunes garçons prostitués invités pour l'occasion, dont un mineur âgé de 15 ans. Dans les milieux puritains conservateurs qui forment le cœur de l'électorat républicain, le scandale est énorme. Spence ne nie pas vraiment et mouille d'autres personnalités haut placées. Le 6 juillet, en marge d'une réunion, le président Bush senior se tourne vers Cheney et lui dit « *Il faut qu'on ferme la gueule à Craig* ». Peu de temps après, le corps de Craig Spence est retrouvé. Il se serait suicidé dans une chambre du Ritz-Carlton de Boston. ■



### PRÉSIDENTIELLE : DES CONGRESSMEN US EN APPELLENT À L'ONU

Suivant l'exemple des dissidents dans les républiques bananières, neuf représentants au Congrès états-unien ont signé le 1er juillet une lettre appelant la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques des Nations-unies à dépêcher des observateurs lors des élections présidentielles du 2 novembre prochain. Parmi ces neuf représentants figurent quatre noirs et un hispanique. La lettre de requête, adressée au secrétaire-général de l'ONU Kofi Annan, rappelle que les irrégularités constatées en Floride lors du dernier scrutin avaient eu pour effet que les électeurs noirs « *avaient dix fois plus de risques que les non-noirs de voir leur vote rejeté* ». Elle rappelle également qu'en dépit des promesses de réformes sur plusieurs aspects du processus de vote, la Commission des droits civils a constaté en avril dernier que « *les mesures appropriées n'ont pas été prises pour s'assurer que de tels problèmes ne se reproduisent pas lors des prochaines élections* ».

Par le passé, les États-Unis étaient considérés comme un modèle de démocratie et jamais aucune élection n'y a fait l'objet de surveillance internationale. ■

## Guerre froide culturelle

# EHESS : les sciences sociales françaises sous perfusion de la CIA

**Dès le début de la Guerre froide, la CIA s'est préoccupée de prendre le contrôle de l'enseignement des sciences sociales en France pour le soustraire à l'influence des communistes. S'appuyant sur le physicien Pierre Auger, alors directeur de l'enseignement supérieur, l'Agence pilota la création d'une nouvelle section à l'École pratique des hautes études, en marge du CNRS. Puis, elle finança de nouveaux locaux, la Maison des sciences de l'homme, et parvint, en 1975, à en faire l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), présidée par l'historien anti-communiste François Furet.**



L'histoire officielle de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), écrite par François Furet et ses fidèles, insiste sur le cheminement qui aurait permis à l'institution de s'émanciper de l'influence de ses mécènes états-unien. L'école, résultat d'un demi siècle d'ingérence culturelle états-unienne, a été créée grâce aux crédits distribués, durant la Guerre froide, par les fondations Ford et Rockefeller. Malgré ses origines diplomatiques, l'institution aurait su « dépasser l'idée qui l'a créée » en renouvelant « une discipline [l'histoire] aux traditions européennes anciennes » [1], devenant ainsi, selon cette version officielle, un pôle intellectuel indépendant libéré des contraintes imposées par ses mécènes.

Cette thèse, destinée à faire face à de possibles accusations [2], voile les enjeux politiques et culturels liés à la création de l'EHESS. La prise de contrôle de l'école par des historiens, loin d'exprimer une quelconque émancipation de l'institution, éclaire les choix stratégiques de la Fondation Rockefeller qui, à partir des années 50, fait de la discipline historique l'un des instruments privilégiés de la diplomatie culturelle états-unienne.

## L'instrumentalisation des sciences sociales selon Rockefeller

À partir de 1901, John D. Rockefeller (1839-1937), suivant les conseils de son ami Frédérik Gates, un pasteur baptiste, investit une partie de sa fortune colossale afin de financer des projets philanthropiques. Il crée ainsi à New York en 1901 le Rockefeller Institute of Medical Research (qui devient en 1965 la Rockefeller University), puis en 1902 le General Education Board et en 1909 la Rockefeller Sanitary Commission. Ces actions tournées vers les domaines de la médecine et de l'éducation aboutissent à la création de la Fondation Rockefeller. L'histoire officielle ne retient que la volonté de « *promouvoir le bien-être de l'Humanité* » inspirée par les idées d'Andrew Carnegie qui publie en 1889 *L'évangile de la richesse*. En réalité, la Fondation Rockefeller fut essentiellement un moyen de contourner les lois antitrusts. En 1911, la Standard Oil est fragmentée en plusieurs filiales ; cette décision politique est censée mettre fin au monopole que détient la compagnie sur les marchés états-uniens du pétrole. Dès 1910, John D. Rockefeller propose un projet de Fondation « *sous la protection du Congrès* ». Elle est créée en 1913. Cette couverture permet à la famille Rockefeller de contrôler les différentes filiales issues de la fragmentation ordonnée par la Cour Suprême en 1911. La Fondation possède, par exemple, à elle-seule trois millions d'actions de la Standard Oil of New Jersey, première entreprise pétrolière du marché.

Les activités philanthropiques de la Fondation sont souvent liées aux intérêts économiques et sociaux de la famille Rockefeller [3]. Les sciences sociales sont ainsi considérées comme un instrument de contrôle social, un enjeu culturel dans la lutte contre le socialisme. Fin 1913, une grève de plusieurs mois dans une filiale de la Standard Oil aboutit, le 20 avril 1914, au massacre de Ludlow, l'un des épisodes les plus tragiques de la répression de la classe ouvrière états-unienne. La Fondation avait tenté d'étudier le mouvement dans le cadre d'une enquête sur les « *relations industrielles* » pour mieux le canaliser. Fidèle à cette conception instrumentaliste des sciences sociales, la Fondation favorise, aux États-Unis, leur développement dans différentes universités (Yale, Harvard, Chicago, Columbia) et, en Europe, assure une grande partie du financement d'organismes comme la London School of Economics qui accueille des économistes engagés dans la Société du Mont Pèlerin [4] (notamment Fredrich Von Hayek et son maître Ludwig Von Mises) et à Berlin la Deutsche Hochschule für Politik. Ces centres intellectuels serviront, au moment de la Guerre froide, de bases européennes aux idéologues anticommunistes financés par les États-Unis (Congrès pour la Liberté de la culture, Société du Mont-Pèlerin...).

## La Fondation Rockefeller en France

En 1917, la Fondation Laura Spellman Rockefeller (du nom de la femme du

patriarche) s'installe à Paris dans le cadre d'un programme de lutte contre la tuberculose. À cette époque, en France, le financement privé des sciences sociales est une pratique très marginale. Seul Ernest Lavisse, Directeur de l'École normale supérieure (ENS) de 1906 à 1919, tente l'expérience du mécénat en créant, avec l'aide d'un riche banquier, Albert Kahn, rue d'Ulm le Comité national d'études sociales et politiques (CNESP). Le CNESP, officialisé par le successeur d'Ernest Lavisse à l'ENS, Gustave Lanson, devient le « Centre de documentation sociale », un organisme dirigé par Célestin Bouglé où des jeunes chercheurs débutent leur carrière.

En 1931, la Fondation Rockefeller répond favorablement aux demandes de financement de Charles Rist, professeur d'économie, sous-gouverneur de la Banque de France, qui désire créer un Institut scientifique de recherches économiques et sociales. Au même moment, l'organisation philanthropique refuse de soutenir un projet plus ambitieux de Marcel Mauss. Déjà préoccupée par la situation politique française, la Fondation Rockefeller juge Mauss, neveu du sociologue Emile Durkheim, « *trop à gauche* ». En 1932, le Centre de documentation sociale obtient des crédits afin de financer deux postes de chercheurs à plein temps. Raymond Aron et Georges Friedman [5] seront un temps titulaire de ces deux postes.

De 1933 à 1940, l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales dirigé par Charles Rist reçoit 350 000 dollars ; le Conseil universitaire de la recherche sociale, présidé par le Recteur Charléty, 166 000 dollars ; le Centre d'études de politique étrangère, un autre organisme dirigé par le recteur Charléty, 172 000 dollars.



Pierre Auger

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des membres des fondations Ford et Rockefeller organisent l'exil du sociologue Gurvitch, de l'anthropologue Levi-Strauss et du physicien Auger. Georges Gurvitch crée à New York un institut de sociologie. En France, dans les locaux de la fondation Rockefeller, des chercheurs parmi lesquels Jean Stoetzel [6] continuent leurs travaux au sein d'un

organisme créé par le régime de Vichy, la fondation Alexis Carrel (du nom d'un biologiste, Prix Nobel en 1912, réputé pour ses thèses eugénistes) [7].

## De la VIe Section à la Maison des sciences de l'Homme

En juin 1948, le Conseil national de sécurité formalise la création du réseau d'ingérence anti-communiste des États-Unis dans les États alliés, le *stay-behind* [8]. Lors des réunions préparatoires, John D. Rockefeller III fait valoir que sa fondation est plus apte que l'organisation du Plan Marshall pour intervenir dans certains milieux universitaires où elle dispose de contacts anciens et où elle agit à nouveau. Il n'obtient de feu vert que pour des cibles délimitées.

Il a déjà lancé en Autriche un « *Plan Marshall de l'esprit* » avec, notamment, le séminaire d'études américaines de Salzbourg, dirigé par Clemens Heller. La

Fondation se tourne naturellement vers les intellectuels français qu'elle sponsorise depuis longtemps. Pierre Augier a été nommé directeur de l'enseignement supérieur dès son retour en France, en 1945.

Pendant la guerre, il avait d'abord enseigné à l'université de Chicago où il avait découvert un département des Sciences sociales dynamique servant de base aux néo-conservateurs [9].

Puis, il avait participé aux travaux sur la bombe atomique avec des Britanniques et des Canadiens. Dans ses nouvelles fonctions, il se heurta pour le contrôle du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) à l'obstruction du Prix Nobel Frédéric Joliot, communiste et pacifiste, opposé à la bombe. Il élaborait alors le projet d'extraire du CNRS d'une part le Centre à l'Énergie atomique (CEA) et, d'autre part, un pôle de sciences sociales qui devait être rattaché à l'École pratique des hautes études (EPHE) [10] dont il



Haute figure de la résistance au nazisme, le prix Nobel Frédéric Joliot-Curie refuse de collaborer avec les États-Unis.

aurait constitué la VIe section. Il choisit pour animer ce pôle des intellectuels du groupe des *Annales* [11] (Morazé, Friedmann, Braudel, Labrousse, Le Bras...). La Fondation Rockefeller est évidemment là pour financer cette expérience alors même qu'en France seuls les instituts privés recourent habituellement au mécénat privé.

Des contacts ont été préalablement établis par l'intermédiaire de Claude Lévi-Strauss, alors attaché culturel à l'ambassade de France à Washington, puis par Charles Morazé qui rencontre John Marshall [12] lors de la première conférence de l'UNESCO, véritable espace de recrutement pour constituer des réseaux pro-états-uniens en Europe. Charles Morazé, agrégé d'histoire, collaborateur des *Annales*, membre de la Fondation nationale des sciences politiques, dispose de toutes les caractéristiques politiques et intellectuelles recherchées par la Fondation Rockefeller. Il devient un des acteurs clés de la création de la VIe Section dont le premier conseil se réunit en 1948. Un quart des fonds provient de la Fondation Rockefeller [13]. Dans le contexte idéologique de la Guerre froide, les organisations philanthropiques servent de paravent à des opérations d'intervention culturelle, parfois directement pilotées par les services secrets états-uniens. Ainsi, en 1950, des membres de la CIA permettent la création, à Berlin, du Congrès pour la Liberté de la Culture, une organisation regroupant des intellectuels hostiles au communisme [14]. Pendant 17 ans, la CIA masque les origines de son financement en utilisant la Fondation Ford. En 1952, la Fondation Rockefeller verse 4 500 000 francs pour que Febvre et Morazé poursuivent la construction de la VIe section.

En 1954, grâce à Clemens Heller [15], désormais basé à Paris, la VIe Section obtient de nouveaux crédits afin d'organiser un programme d'études par « *aires culturelles* » [16].

En 1959, la Fondation Ford [17] intervient à son tour. Elle finance massivement les œuvres de Pierre Augier, à commencer par le Centre européen de recherches



Clemens Heller

nucléaires (CERN), puis en versant un million de dollars pour la construction d'une Maison des sciences de l'homme qui puisse abriter la VIe Section de l'École pratique des hautes études et faciliter son développement [18].

La construction définitive de cette maison étant achevée, la

VIe Section aspire à s'autonomiser définitivement. Le décret du 23 janvier 1975 crée officiellement l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), une institution en marge de l'université française, qui va accueillir de nombreux idéologues pro-états-uniens. Dès 1977, François Furet, historien anticomuniste, en devient le président ; il recrute ainsi son ami Pierre Rosanvallon avec qui il lancera quelques années plus tard la Fondation Saint-Simon [19]. En 1980, Furet crée un Centre d'études nord-américaines au sein de l'École. Aboutissement d'un long processus d'ingérence culturelle états-unienne, l'EHESS est un établissement hybride, à la fois financé par l'État français, le département d'État des États-Unis (bourses Fulbright), et par la Fondation franco-américaine de New York, [20] une nouvelle couverture de la CIA créée pour l'occasion en 1976.

### Bertrand Chavaux

[1] Brigitte Mazon, *Histoire de l'École des hautes études en sciences sociales, Le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Cerf. Thèse de Brigitte Mazon sous la direction de François Furet, Président de l'EHESS de 1977 à 1985.

[2] « *La richesse est suspecte. Et l'argent américain suscite des amalgames : on y voit la "main de l'étranger", on soupçonne l'impérialisme, on accuse la CIA* ». *Ibid*, p. 13.

[3] La Fondation Rockefeller finance aussi des organisations, comme le Population Council, chargées de mettre en place des politiques de limitation des naissances.

[4] Hayek est nommé professeur à la London School of Economics en 1931. « **Friedrich von Hayek, pape de l'ultra-libéralisme** », *Voltaire*, 4 mars 2004.

[5] Georges Friedmann (1902-1977), agrégé de philosophie d'origine bourgeoise, dès les années 20, devient un spécialiste « marxien » de la condition ouvrière et des problèmes liés au progrès technique (« le machinisme »). Contrairement aux philosophes de l'entre-deux guerres (Politzer, Nizan, Aron, Lefebvre), la spéculation philosophique lui semble insuffisante ; l'étude de la classe ouvrière requiert, selon lui, une démarche empirique (plus proche du journalisme que de l'enquête sociologique de terrain). En 1925, il visite les usines de Toscane, collectant des témoignages d'ouvriers. Le recueil de données, en France, aux États-Unis et en Union soviétique alimente son enquête sur l'organisation du travail industriel réalisée dans le cadre du Centre de documentation sociale de l'École normale supérieure dirigé par Célestin Bouglé.

[6] Jean Stoetzel, élève de Lazarsfeld, est le fondateur de l'IFOP, premier institut français de sondages. Il a contribué, contre la tradition française représentée par Emile Durkheim, à importer les méthodes de la sociologie empirique états-unienne.

[7] Alexis Carrel fut membre du complot de « La Cagoule ». Il fait partie du Comité exécutif animé par Coutrot du Centre d'étude des problèmes humains dont Georges Friedmann est l'un des conseillers. Il est aussi membre du Conseil général du Centre français de synthèse, un groupement siégeant à Vichy sous la protection de Philippe

Pétain.

[8] « [Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001.

[9] Bientôt ce département sera financé par la Fondation Olin. Il accueillera François Furet dans les années 80.

[10] L'EPHE est fondée en 1868 par Victor Duruy, alors ministre de l'Instruction publique. Plusieurs projets visant à créer une sixième Section (projet Mauss, projet Tabouriech) échouent faute de crédits suffisants.

[11] L'école des *Annales* désigne un groupe d'historiens dont les personnalités les plus célèbres sont Fernand Braudel, Marc Bloch, Lucien Febvre et, dans une moindre mesure, Charles Morazé.

[12] John Marshall fait partie de la division des sciences humaines de la Fondation Rockefeller ; il est chargé avec John Willits et Robert T. Crane de repérer en France les futurs bénéficiaires des subventions. John Willits, directeur du département des sciences sociales de la Fondation contacte notamment pour sa part Jacques Rueff, membre de la Société du Mont-Pèlerin.

[13] Ces fonds permettent de subventionner le Centre de recherches historiques dirigé par Braudel et le Centre d'études économiques dirigé par Morazé.

[14] « [Quand la CIA finançait les intellectuels européens](#) » par David Boneau *Voltaire*, 27 novembre 2003.

[15] Clemens Heller (1917-2002), diplômé d'Harvard d'origine autrichienne, fils de l'éditeur de Freud à Vienne, organise le séminaire de Salzburg, puis arrive en France en 1949. Sa maison, rue Vaneau, fut un lieu de rencontres intellectuelles. Ce salon parisien accueillit notamment Claude Lévi-Strauss et Margaret Mead.

[16] En octobre 1955, Kenneth W. Thompson demande que le projet d'Angelo Tasca, dit Angelo Rossi, d'une Histoire de l'Internationale communiste, soit intégré dans le programme d'« aires culturelles » de la VIe Section. Rossi, fondateur du Parti communiste italien, fonctionnaire du régime de Vichy, est le candidat soutenu par Raymond Aron pour contrebalancer les thèses politiques de Jean Chesneaux. Il est le père de Catherine Tasca, ministre de la Culture et de la Communication du gouvernement Jospin (2000-2002). Kenneth Thompson a été membre des services de contre-espionnage états-uniens de 1944 à 1946 et à participé à l'exfiltration de responsables nazis, puis professeur à l'Université de Chicago en 1948, avant d'intégrer la Fondation Rockefeller en 1953.

[17] « [La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA](#) » et « [Pourquoi la Fondation Ford subventionne la contestation](#) », *Voltaire*, 5 et 19 avril 2004.

[18] Ce projet est soutenu par Febvre, Braudel et Gaston Berger (Directeur général de l'enseignement supérieur).

[19] « [La face cachée de la Fondation Saint-Simon](#) », *Voltaire*, 10 février 2004.

[20] De 1997 à 2001, la Fondation franco-américaine est présidée par John Negroponte qui dispose alors d'un bureau dans les locaux de l'EHESS. Voir « [John Negroponte bientôt à Bagdad](#) », par Arthur Lopic, *Voltaire*, 20 avril 2004.

# Justifier l'injustice en Irak

## Analyse

L'ambassadeur Stuart E. Eizenstat et le chercheur David B. Sandalow de la Brookings Institution se félicitent dans l'*International Herald Tribune* de la signature du Protocole de Kyoto par la Russie, qu'ils ne souhaitent pourtant pas voir signée par les États-Unis. En effet, « Notre mode de vie n'est pas négociable », ainsi qu'aime à la dire le président Bush. Les deux auteurs préconisent donc une réglementation spéciale pour les États-Unis, qui soit moins contraignante que celle de Kyoto. De leur point de vue, il ne saurait être question d'imposer des contraintes aux multinationales US, mais plutôt de les inviter contractuellement à adopter une déontologie environnementale. C'est cette démarche que M. Sandalow avait déjà mis en œuvre lorsqu'il était n°2 du WWF, puis membre du Conseil de sécurité nationale. Il avait alors mis en place des contrats entre le département de l'Énergie et des multinationales, comme Nike ou Enron, et un label de « cool companies » (sic).

La Justice n'est pas la même pour tous en Irak. Ainsi, le professeur John C. Loo, un proche de John Ashcroft, explique aux lecteurs du *Los Angeles Times* qu'ils ne doivent pas être choqués par les mémos du département de la Justice sur la torture. Il ne s'agit pas de documents politiques visant à préconiser une pratique, mais d'études juridiques précisant aux dirigeants les limites dans lesquelles leur action peut être conduite. C'est feindre d'ignorer que ces documents sont des justifications a posteriori de ce qui se fait déjà. De son côté, Maître Alan M. Dershowitz, conseil du gouvernement israélien, se montre favorable à une limitation des chefs d'accusation portés contre Saddam Hussein. Mieux faudrait ne le condamner que pour quelques crimes que de risquer le voir comparer les siens avec ceux de l'administration états-unienne, explique-t-il dans le *Wall Street Journal*.

Le professeur Andrew Reynolds récuse dans le *Washington Post* les arguments des néo-conservateurs en faveur d'un scrutin majoritaire en Irak. Il fait valoir



que celui-ci conduirait à remettre le pouvoir à la seule communauté chiite et accentuerait par conséquent les divisions ethniques et religieuses. Mais c'est précisément ce que veulent les néo-conservateurs qui n'ont jamais caché leur intention de démanteler l'Irak.

Enfin, Sarah Stephens du Center for International Policy dénonce dans le *Christian Science Monitor* la stratégie choisie par l'administration Bush contre Castro : selon elle, les nouvelles restrictions de circulation visent clairement à utiliser l'arme alimentaire contre la population dans l'espoir improbable d'atteindre le régime. On observera au passage que cet usage repose sur l'axiome implicite qu'il faut punir le peuple parce qu'il soutient le régime, ce qui revient à avouer que l'on considère le régime que l'on combat comme légitime.

Réseau Voltaire

## Stuart E. Eizenstat, David B. Sandalow



Stuart E. Eizenstat est ancien vice-secrétaire au Trésor sous l'administration Clinton. Il était coprésident de la Commission on Weak States and US National Security du Center for Global Development. Il était négociateur en chef états-unien à la conférence de Kyoto et a été l'ambassadeur spécial des États-Unis pour la réparation de l'Holocauste (1995-2002). Il est coprésident de l'European-American Business Council.

### « L'année d'après »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « The Years After Tomorrow », par Stuart E. Eizenstat et David B. Sandalow, *New York Times*, 5 juillet 2004.

« While we wait, the globe is getting warmer », *International Herald Tribune*, 6 juillet 2004.

**Vladimir Poutine** a récemment déclaré que la Russie allait ratifier le protocole de Kyoto, ce qui signifie que le protocole sera bientôt légalement appliqué. Cela doit être salué car, en dépit de ses imperfections, Kyoto apporte des éléments qui offrent une solution à long terme au problème du réchauffement de la planète. Avant tout, c'est la reconnaissance que le commerce du droit d'émission des gaz à effets de serre, une idée américaine adoptée par les Européens, peut aider à réduire l'émission de ces gaz.

Pourtant, depuis 6 ans et demi que ce texte a été négocié, les discussions internationales ont été douloureusement lentes. Attendre pour faire face à ce problème est un jeu dangereux et le protocole de Kyoto seul n'est pas la solution car les États-Unis n'y participent pas et que les principaux pays en voie de développement n'y sont pas soumis. En outre, il expire en 2012. Il faut donc fixer une nouvelle stratégie. Une des leçons de Kyoto est qu'il est impossible de trouver un consensus pour 180 pays. Une autre leçon est qu'il faut d'abord aboutir à un consensus à l'intérieur des États-Unis avant de se lancer dans des négociations. Il faut également noter que la nature ayant horreur du vide, en l'absence d'accord, des douzaines d'États et de collectivités aux États-Unis ont pris leurs propres mesures contre l'émission de gaz à effet de serre et de grandes entreprises fixent des accords sur le marché du droit à émettre des gaz.

Aussi, que doivent faire les États-Unis pour agir contre le réchauffement de la planète sans ratifier Kyoto pour autant ? **John McCain** et **Joseph Lieberman** ont



Ancien directeur pour les questions environnementales au National Security Council, David B. Sandalow est chercheur sur les questions d'environnement à la Brookings Institution.

soutenu une loi importante sur cette question. Les États-Unis devraient aussi conduire des négociations avec l'Union européenne sur ce point et rédiger un accord que pourront également adopter d'autres États par la suite. Cet accord pourrait prévoir que les subventions agricoles qui sont un problème pour l'OMC soit redirigées vers la production de biocarburants. Les États-Unis pourraient également rédiger des accords avec les pays en voie de développement majeurs. Ces mesures devront compléter la convention sur le changement de climat de 1992 de **George Bush père**.

## John C. Yoo



Ancien assistant du juge Clarence Thomas, John C. Yoo est professeur de droit à Berkeley. Il est membre du Council on Foreign Relations, de la Federalist Society et chercheur à l'American Enterprise Institute. Il a travaillé au département de la Justice états-unien entre 2001 et 2003 sur la Convention de Genève.

## « Une étude cruciale de la loi sur la torture »

Source : Los Angeles Times

Référence : « A Crucial Look at Torture Law », par John C. Yoo, *Los Angeles Times*, 6 juillet 2004.

Parmi les mémos du département de la Justice rendus publics récemment par l'administration Bush, celui qui a engendré le plus de critiques traitait de la définition de la torture dans les lois fédérales criminelles. Les remarques portaient sur les différences entre la conclusion du mémo et la définition de la torture dans la Convention contre la torture de 1984 et surtout sur le fait que ce mémo ne se prononçait pas sur les questions politiques ou morales.

C'est le bureaux des conseils légaux où je travaillais qui a rédigé ces mémos et il est important de comprendre leurs fonctions :

- ▶ Ils ne traitent pas de politique et ne se prononcent pas pour ou contre la torture. Ils se contentent de traiter de la question d'un point de vue légal. Ils visent à définir ce qu'est la « torture ».
- ▶ Il n'y a rien de mal à analyser les lois qui établissent des limites à la guerre au terrorisme face à un ennemi qui ne respecte pas les lois de la guerre. Il est du devoir du chef de guerre d'analyser toutes les différentes options à sa disposition et nos dirigeants doivent poser des questions légales avant de fixer des politiques ou de prendre des décisions dans le brouillard de l'incertitude.
- ▶ Il n'y a pas de façon simple de parler légalement de la torture en dépit de certitudes morales des opposants de l'administration Bush. Les administrations de **Ronald Reagan** et **George Bush père** ont fixé la limite de la torture à « l'intention spécifique » d'infliger des « souffrances physiques ou mentales sévères », une limite adoptée par le congrès en 1994.

Il est essentiel que nous travaillions aux notions d'autodéfense et de nécessité dans la loi. Nous devons garder en mémoire que le président peut prendre des

mesures spéciales en temps de guerre. Il faut donc qu'il sache précisément ce qu'il peut faire.

## Alan M. Dershowitz



Alan M. Dershowitz est professeur de droit à Harvard. Il est l'auteur de *America on Trial*. Opposant à la Convention de Genève, partisan de l'usage de la torture dans la guerre au terrorisme et défenseur des assassinats de militants palestiniens par Israël, c'est lui qui, avec Daniel Bethléem, a recommandé au ministère de la justice israélien de ne pas se défendre au procès de La Haye sur la légalité du Mur d'annexion.

### « Saddam en procès »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Saddam on Trial », par Alan M. Dershowitz, *Wall Street Journal*, 6 juillet 2004.

Le procès de Saddam Hussein peut-il être conduit avec suffisamment d'équité pour répondre aux critères d'un procès juste ? Quoi qu'il en soit, un verdict de culpabilité sera présenté, et pas seulement dans le monde arabe, comme le résultat d'une justice des vainqueurs. Après tout, Saddam a été capturé par des soldats américains durant une guerre dont le commandant en chef américain a rejeté l'entière responsabilité sur le dictateur irakien.

Aujourd'hui, bien que la guerre ne soit pas finie, Saddam est dans le box des accusés. Il affirme pour sa défense qu'il est toujours le président de l'Irak et que la cour, contrôlée par les États-Unis, n'a pas le droit de juger des actions militaires menées au nom des intérêts légitimes de l'Irak. La famille de Saddam a rassemblé une petite armée d'avocats regroupant la fine fleur des juristes anti-américains, dont la fille de Khadafi. Tout est en place pour un procès politique où l'accusé pointera du doigt les forces d'occupation et leur cour fantoche.

La procédure du tribunal est semblable à celle de La Haye sur l'ex-Yougoslavie, ce qui implique l'existence de juges d'instruction, une procédure qui donne plus de poids à l'accusation et diminue la présomption d'innocence. En outre, on peut utiliser les résultats d'interrogatoires conduits sans présence d'un avocat, ce qui serait interdit aux États-Unis. Mais la différence avec les procès de ce type menés par le passé est qu'il est conduit par des Irakiens et non par des juristes internationaux.

La clé d'un procès équitable est l'indépendance de la justice par rapport au pouvoir politique. En Irak, les protections institutionnelles font défaut et la capacité à rendre un jugement indépendant dépendra de l'intégrité et du courage des magistrats. La première question à laquelle il faut répondre est l'indépendance de la cour de justice vis-à-vis des États-Unis. Elle peut se mesurer à la réaction qu'auraient les États-Unis face à un acquittement de Saddam Hussein. Dans une telle situation, les États-Unis ne le libéreraient pas, mais il serait alors gardé comme prisonnier de guerre, plus comme criminel. Quoi qu'il en soit, il est extrêmement douteux que Saddam Hussein puisse être acquitté même si certaines accusations pourraient aboutir à des non-lieux. Ainsi, il serait facile pour les avocats de comparer l'invasion du Koweït à celle de l'Irak par **George W. Bush**. C'est pourquoi mieux vaut concentrer l'accusation sur le gazage des Kurdes et d'autres crimes spécifiques à Saddam Hussein. Après tout, le tribunal de Nuremberg avait acquitté des nazis notoires de certains crimes.

Si le procès paraît juste, Saddam perdra des soutiens en Irak. Nous devons respecter le droit et Nuremberg nous enseigne que même la justice des

vainqueurs peut être juste.

## Andrew Reynolds



Andrew Reynolds est professeur de Sciences politiques à l'université de Caroline du Nord. Expert pour des organisations para-gouvernementales anglo-saxonnes et scandinaves, il est intervenu dans plus de 20 pays à propos des systèmes électoraux et en Irak, avec la National Endowment for Democracy, pour les questions constitutionnelles.

### « Le bon plan pour les électeurs irakiens »

Source : Washington Post

Référence : « The Right Plan for Iraqi Voters », par Andrew Reynolds, *Washington Post*, 6 juillet 2004.

Ces dernières semaines, les conservateurs ont attaqué le choix de la mise en place d'une représentation à la proportionnelle pour les élections en Irak, mais leur plan consistant à mettre en place un système majoritaire à l'anglo-saxonne n'est pas la meilleure recette pour la stabilité.

Selon Michael Rubin ou Richard Perle, le plan de l'ONU pour les élections de janvier heurtera la majorité chiite et entraînera plus d'instabilité. Les critiques des efforts électoraux de l'ONU sont injustifiés. Carina Perelli et son équipe ont mené à bien des élections au Timor oriental, au Nigéria et ailleurs. Ils ont apporté avec succès la démocratie en Namibie, au Cambodge, au Mozambique et en Indonésie. L'ONU a connu des échecs institutionnels, mais ses organisations d'élections ont toujours été brillantes.

Utiliser la représentation proportionnelles en Irak permet déjà d'éviter les anomalies du scrutin majoritaire qui amène parfois certains partis à avoir la quasi totalité des sièges avec une courte majorité en voix. Avec le système majoritaire, les partis à base chiite écraseraient les partis à base sunnite et les partis multi-religieux. De son côté, les exemples historiques ne démontrent pas que le système proportionnel accentue les divisions ethniques ou religieuses contrairement au système majoritaire qui a déjà créé des États dominés par une seule ethnie en Afrique ou en Asie. En outre, le système majoritaire a tendance à exclure presque systématiquement les femmes et les groupes minoritaires. Hors des États-Unis, le système proportionnel n'est pas un « système controversé ». Il n'est pas la panacée et ne garantit pas un Irak démocratique, mais le système majoritaire c'est jouer à la roulette russe avec la stabilité de l'Irak.

## Sarah Stephens

Sarah Stephens est directrice de la Freedom to Travel Campaign, un projet du Center for International Policy.

### « Bush utilise les armes de la malnutrition à Cuba »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Bush aims weapons of malnutrition at Cuba », par Sarah Stephens, *Christian Science Monitor*, 6 juillet 2004.

**Ana Karim**, une pasteure états-uno-cubaine s'est souvent rendue à Cuba durant la dernière décennie pour voir ses deux vieux oncles malades en utilisant une autorisation fournie aux citoyens états-uniens originaires de Cuba pour soigner les membres de leur famille. Mais les nouvelles sanctions adoptées par l'administration Bush l'empêchent désormais de s'y rendre. Elle se lamente du fait qu'elle ne revera peut-être jamais ses oncles en vie et qu'ils ne peuvent plus bénéficier du soutien médical qu'elle leur apportait et dont ils dépendent.

**George W. Bush** a adopté ces nouvelles restrictions de déplacement pour déstabiliser l'économie cubaine, mais cette stratégie n'affectera que la population et n'aura pas plus d'impact sur le pouvoir que les mesures adoptées par les États-Unis depuis 45 ans. Ce plan n'autorise plus qu'une visite tous les trois ans pour les États-uniens d'origine cubaine, redéfinit la famille pour en exclure les oncles et cousins et limite les dépenses que les voyageurs peuvent faire dans l'île, sans distinction sur les motifs du séjour.

Ce plan est une idée horrible pour plusieurs raisons :

- ▶ Il va développer la faim, causée par l'économie centralisée, mais aussi par l'embargo. Les familles cubaines ont besoin de l'aide de leur famille aux États-Unis pour survivre.
- ▶ Ce programme de sanction vise la mauvaise cible. Jamais un plan de sanction, même pendant la Guerre froide, n'a autant touché les familles vivant aux États-Unis.
- ▶ Ce plan viole les principes de la politique étrangère des États-Unis en utilisant la faim comme arme. En 2000, George W. Bush, alors candidat, s'était d'ailleurs engagé à ne pas y recourir.
- ▶ \_ Il faut honorer des personnes comme Ana Karim et ouvrir les frontières.

# Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .